

Convention collective

IDCC : 9471. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES**
(LOT-ET-GARONNE)
(12 juillet 1983)

(Etendue par arrêté du 7 mars 1984,
Journal officiel du 18 mars 1984)

AVENANT N° 101 DU 15 OCTOBRE 2007

NOR : *AGRS0797205M*
IDCC : 9471

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
Le syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles ;
La fédération départementale des CUMA ;
Le syndicat Coordination rurale de Lot-et-Garonne,

D'une part, et

L'union départementale CFDT ;
L'union départementale CGT ;
L'union départementale CFTC ;
L'union départementale CGT-FO ;
Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 18 « Régime complémentaire de prévoyance et de retraite » est modifié comme suit :

Les adresses mentionnées aux *a* pour la CPCEA et *b* pour la CAMARCA sont supprimées et remplacées par « 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 ».

Article 2

L'article 30.2 « Régime complémentaire de prévoyance : garantie de rémunération en cas de maladie et d'accident » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les salariés non cadres, y compris les travailleurs saisonniers ou occasionnels, sans condition d'ancienneté, exerçant une activité dans une ou plusieurs exploitations ou entreprises agricoles relevant de la présente convention collective bénéficient d'une garantie décès et d'une garantie incapacité de travail temporaire assurées par Agri Prévoyance.

1. Garantie décès

La garantie décès comprend le versement :

- d'un capital décès ;
- d'une ou plusieurs rentes annuelles d'éducation ;
- d'une indemnité frais d'obsèques.

Elle couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois pris en charge.

En cas de non-renouvellement ou de résiliation de l'accord, la garantie décès est maintenue pour le personnel en arrêt de travail pour maladie ou accident bénéficiant de prestations d'incapacité.

a) Le capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé par Agri Prévoyance à la demande du ou des bénéficiaires.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le cocontractant d'un Pacs est assimilé au conjoint non séparé de corps.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité absolue et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3^e catégorie) lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

b) La rente annuelle d'éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à charge au moment du décès et âgé de 0 à 25 ans (sous réserve de poursuite de scolarité dûment justifiée entre 18 et 25 ans) perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 50 points s'il a moins de 11 ans ;
- 75 points s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- 100 points s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

La valeur de cette rente est fixée chaque année par le conseil d'administration d'Agri Prévoyance (valeur du point au 1^{er} septembre 2007 : 20,49 €).

c) L'indemnité frais d'obsèques

En cas de décès de son conjoint non séparé de corps, de son cocontractant d'un Pacs, de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ou d'un enfant à charge, le salarié non retraité perçoit, sur sa demande déposée dans les 6 mois suivant le décès et à la condition qu'il ait lui-même réglé les frais d'obsèques, une indemnité frais d'obsèques d'un montant égal au plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

2. Garantie incapacité temporaire de travailleurs

En cas d'incapacité temporaire de travail dûment justifiée par prescription médicale et ouvrant droit à l'indemnité journalière légale de maladie des assurances sociales agricoles, le salarié bénéficie d'une indemnité complémentaire versée par Agri Prévoyance de sorte que l'indemnisation globale (indemnité légale plus indemnité complémentaire) s'élève à :

- 90 % du salaire brut retenu par le régime de base pour le calcul des indemnités journalières légales, pendant 90 jours ;
- 70 % du même salaire tant que dure le versement des indemnités journalières légales (1 095 jours maximum).

Les conditions de versement des indemnités journalières complémentaires sont les suivantes :

- le versement des indemnités journalières complémentaires intervient après un délai de carence de 10 jours en cas d'accident et de maladie de la vie privée et sans délai de carence en cas d'arrêt consécutif à un accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle ;
- l'indemnisation prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de servir au salarié une indemnisation nette supérieure à sa rémunération nette d'activité ;
- en cas de rupture du contrat de travail avant la fin de la période d'indemnisation, les garanties sont maintenues jusqu'à la fin de l'indemnisation ;
- les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales.

3. Assurance des charges sociales

L'assurance des charges sociales permet à l'employeur de déléguer à Agri Prévoyance le paiement des charges sociales (patronales et ouvrières) dues sur les indemnités journalières complémentaires auprès de la mutualité sociale agricole.

Pour ce faire, la part ouvrière des cotisations sociales dues sur les indemnités journalières est prélevée sur le montant même de ces indemnités qui sont donc servies nettes de cotisations aux salariés bénéficiaires.

4. Cotisations

La garantie décès est financée par une cotisation égale à 0,40 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés non cadres quelle que soit leur ancienneté.

Cette cotisation est répartie à hauteur de 60 % à la charge de l'employeur et de 40 % à la charge du salarié.

La garantie incapacité de travail est financée par une cotisation égale à 0,77 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés non cadres quelle que soit leur ancienneté.

Cette cotisation est répartie à hauteur de 60 % à la charge de l'employeur et de 40 % à la charge du salarié.

La part patronale de la cotisation incapacité de travail comprend le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national inter-professionnel du 10 décembre 1977 (soit 0,28 %) ainsi que les cotisations dues pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident du travail (soit 0,10 %).

En sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation de 0,14 % exclusivement à sa charge et destinée au financement des charges sociales patronales.

Les cotisations sont donc les suivantes (en pourcentage des rémunérations brutes totales) :

	TAUX	PART patronale	PART salariale
Incapacité de travail	0,77	0,462	0,308
Décès	0,40	0,24	0,16
Total	1,17	0,702	0,468
Assurance des charges sociales patronales	0,14	0,14	-
Total	1,31	0,842	0,468

5. Organisme assureur

Agri Prévoyance, institution agréée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture en date du 24 décembre 1993, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont tenues d'adhérer à Agri Prévoyance pour leur personnel non cadre.

6. Réexamen du régime et du choix de l'organisme assureur

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention à l'expiration d'une période de 3 ans après la date d'effet de l'accord.

En cas de changement d'organisme assureur :

- les prestations d'incapacité temporaire ainsi que la rente éducation de la garantie décès en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- la garantie décès est également maintenue pour les bénéficiaires de prestations d'incapacité temporaire en cours de service à la date de la résiliation ;
- il appartient aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO. »

Article 3

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Lot-et-Garonne.

Fait à Agen, le 15 octobre 2007.

(Suivent les signatures.)